

CHAPITRE X

LE P. C. M., LA C. G. T. M.

ET LE DÉBUT DU MOUVEMENT DE FÉVRIER 1974

Le P. C. n'a pas de chance quand il prétend procéder à une critique cohérente des trotskistes. Sans doute parce que les maoïstes sont moins connus du P. C. que les militants du G. R. S. qui sont pour la plupart d'anciens dirigeants et d'anciens militants du PC ou de la J.-C., pour illustrer les méfaits du « gauchisme », à partir d'un exemple concret, A. NICOLAS prend comme référence l'attitude du G. R. S. pendant la grève des ouvriers agricoles, sur la question des salaires.

L'article de NICOLAS mérite d'être cité in extenso. Nous le publions intégralement en annexe. Non pour la qualité de l'analyse mais pour deux raisons : d'abord parce qu'il contient un bon échantillonnage des mensonges, contresens, coups bas et canailleries répandues, par la réaction contre le G. R. S. avec la caution du Parti Communiste ; ensuite parce que, contrairement à ce que fait le P. C., nous ne voulons pas courir le risque de déformer par omission la pensée du Secrétaire Général du P. C. Nous y renvoyons donc le lecteur curieux.

Pour bien comprendre la somme d'erreurs et de contrevérités qu'il y a dans cet article, il faut avoir à l'esprit que le P. C. connaît fort mal, depuis plusieurs années, ce qui se passe dans les mornes et sur les « habitations ». À force de répéter depuis dix ans que la composition de la classe ouvrière a changé et de verser des larmes de crocodiles sur les champs de canne disparus, la direction du P. C. avait fini par oublier pratiquement les ouvriers agricoles.

Tout cela se comprend d'ailleurs fort bien. Jusqu'au début des années 1960, le champ de canne avait été le terrain privilégié de la lutte de classes à la Martinique. L'affrontement avec les patrons et avec les forces de répression y avait été plus violent que partout ailleurs. Pas seulement à la Martinique, mais dans l'Île sœur de la Guadeloupe et pratiquement chez tous nos voisins de la Caraïbe, de Cuba à Trinidad. Le mois de février était un mois maudit dans l'histoire du mouvement ouvrier antillais : 9 morts au François à la Martinique en février 1900,

- 3 morts à la Guadeloupe en février 1910,
- 2 morts à Bassignac, à la Martinique en février 1923,
- 6 morts à la Guadeloupe en février 1925,
- 3 morts à la Guadeloupe en février 1930,
- une crise sans mort mais sans précédent à la Martinique avec la marche des ouvriers agricoles sur Fort de France, en février 1935
- 3 morts au Carbet à la Martinique en février 1948,
- 4 morts au Moule à la Guadeloupe en février 1952,
- 3 morts au Lamentin à la Martinique en février 1961.

La CGT et le PC tragiquement absents

Mais il n'y avait pratiquement plus de syndicat des ouvriers agricoles depuis longtemps. Quand la canne a commencé à disparaître, la Fédération CGTM de l'Agriculture avait déjà disparu. Il y a sept ans de cela, tout le monde au P. C. le savait. **La Fédération de l'Agriculture était une pure fiction, enjeu au surplus, d'une véritable bataille de clans au sein de la Direction du P.C.**

La direction de la C. G. T. M. fermait les yeux sur la dégénérescence de ce syndicat qui avait été le fer de lance du syndicalisme dans les années d'après-guerre. La direction du P. C. en faisait autant. Les uns et les autres laissèrent aller les choses jusqu'au jour, où, pour des raisons qui n'avaient pas grand-chose à voir avec les revendications des travailleurs, ils chargèrent de tous les péchés du monde l'ex-secrétaire général de la Fédération de l'Agriculture, Renoult VALBON, et le rendirent seul responsable de la liquidation de ce syndicat.

Ni le P. C., ni la C. G. T. M. n'avaient suivi l'évolution qui se dessinait depuis plusieurs années parmi les ouvriers de la banane. Ils avaient pratiquement déserté ce terrain. C'est même ce qui décida l'extrême gauche et en tout cas le GRS. à s'y investir. Ce sont leurs militants, souvent aidés par les militants locaux du PC, qui ont littéralement ressuscité les organisations de base de la CGTM dans le Nord. Deux militants du PCM, parmi les plus actifs restaurateurs de la CGTM dans cette région, ont été exclus pour cette raison par les bureaucrates de la Place de l'Abbé Grégoire.

La presse du G. R. S. n'a pas cessé depuis juillet 1972 de rendre compte de l'intervention de ses militants dans ce milieu. Les militants du G. R. S. y furent seuls pendant longtemps, jusqu'à ce que les maoïstes se rendent également compte qu'il y avait une possibilité réelle d'y travailler. La C. G. T. et le P. C. étaient tellement absents de ce secteur que le principal guide des maoïstes pendant leur période d'implantation, fut un secrétaire local de la C. G. T. que nos « honnêtes intellectuels » maoïstes ont d'ailleurs rejeté depuis pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons.

Pratiquement n'importe qui, n'importe où, aurait pu entraîner les ouvriers agricoles dans une action revendicative sans même que la C. G. T. le sût. C'est ce qui était arrivé au Marigot, en octobre 1973, quand les militants du G. R. S., après avoir réorganisé la section C. G. T. M. des ouvriers agricoles de la commune, aidèrent les travailleurs sur les habitations de Bellevue, de Duhautmont, de Séguinot, de Lagrange et de Charpentier, à organiser leur première lutte victorieuse contre les békés pour les congés payés.

La direction de la C. G. T. M., qui en avait été informée, suivit la grève... par correspondance, se contentant de signer la lettre préparée par les travailleurs avec l'aide du G. R. S. Elle n'apprit que plusieurs jours après, par le « *Travailleur Rouge* », que la grève avait été un succès et que les travailleurs avaient perçu pour la première fois leurs congés payés sur ces habitations. *Justice*, l'organe du P. C. qui avait été pendant près de cinquante ans le journal le mieux informé et souvent le seul suivant les luttes à la campagne, ignora complètement cette grève.

Malgré l'agitation qui régnait sur les habitations du Nord depuis dix-huit mois, mais surtout depuis octobre 1973, ni le P. C., ni la C. G. T. n'avaient conscience de ce qui s'y passait. La grève était déclenchée depuis trois jours sur les habitations du Lorrain quand le premier dirigeant de la C. G. T. parut dans la région, sans d'ailleurs pouvoir prendre contact avec un seul des animateurs réels du mouvement.

Quant au P. C., on chercherait en vain dans son organe central, *Justice*, des 10 et 17 janvier, ne serait-ce qu'une allusion à l'agitation déjà vive dans ce secteur. Une agitation tellement vive que le Préfet avait mis en alerte des forces de gendarmerie dès le début du mois ! **C'est seulement le 24 janvier que *Justice* annonce que les ouvriers sont en grève depuis le lundi 21, alors que la grève a démarré en fait à Vivé et Assier, dès le jeudi 17.**

Les bureaucrates du P. C., comme ceux de la C. G. T. M., ont été surpris par le déclenchement du mouvement et déroutés par son ampleur et son dynamisme. Le G. R. S. qui avait convoqué une réunion élargie de ses militants et de ses sympathisants à Basse-Pointe dès le vendredi 18, pour étudier les modalités du soutien et du développement de l'action, ne fut suivi ni par les responsables locaux du P.C. ni par ceux de la C. G. T. M.

Bien plus, les travailleurs présents ayant appelé à une nouvelle réunion le dimanche 20, l'un des responsables de la C. G. T. M. et en même temps responsable de la section communiste à Basse-Pointe, refusa de participer à cette réunion qui se tint malgré tout, non seulement avec les travailleurs de Basse-Pointe, mais avec des camarades de l'Ajoupa-Bouillon, du Lorrain et de Marigot qui décidèrent de rejoindre le mouvement le lundi 21.

Le P. C. ne prit, bien entendu, aucune part à la popularisation de cette décision. Ses responsables locaux devaient même tenter de dissuader les travailleurs de s'associer à la grève de Vivé parce que cette grève, disaient-ils, était menée par des « gauchistes » et parce que, selon eux, la revendication de 35, 46 F, présentée par les grévistes était déjà satisfaite. Ils mettront encore plusieurs jours pour comprendre que l'accord signé le 21 janvier, c'est-à-dire trois jours après le déclenchement de la grève de Vivé, ne concernait que le travail dans la canne. Ils continueront de démobiliser les travailleurs en prétendant que cet accord était valable pour la banane.

NICOLAS est manifestement mal informé de la situation à la campagne quand il prétend que « *comme les ouvriers de la canne viennent d'obtenir 20%, tout naturellement surgit la même revendication pour ceux de la banane* ». Certains maoïstes, après avoir d'abord revendiqué 29,55 F en décembre 1973, avaient commencé à soutenir dès la mi-janvier la revendication de 35, 46 F. Ils l'avaient popularisée par des distributions massives de tracts sur de nombreuses habitations bien avant la grève. Le vendredi 18 et le dimanche 20, **avant la signature par conséquent de l'accord de la canne**, les travailleurs de Basse-Pointe et de l'Ajoupa, tout en admettant le principe de la lutte pour les 35, 46 F, faisaient leurs propres propositions de 35, 46 F plus 40 % soit un salaire minimum de 50, 00 F par jour, contre l'avis de deux responsables maoïstes présents à la réunion du dimanche 20 à Basse-Pointe.

La C. G. T. abandonne ses propres revendications

Quant à la revendication de salaire de 35, 45 F, elle n'exprimait nullement la position de la C. G. T. M. au début du mouvement. **Depuis trois ans** ce syndicat préparait un mouvement de grève générale sur la base d'un **programme en 12 points dont le premier comportait la revendication de « l'abolition du SMAG et le même SMIC à la Martinique qu'en « France », c'est-à-dire la revendication d'un salaire d'au moins 43, 44 F en février.**

En acceptant brusquement de se battre pour 35, 46 F, la C. G. T. abandonnait sa propre revendication à la première occasion qu'elle avait de la faire triompher ! La C. G. T. M. était liée par son accord avec les autres centrales sur ces deux revendications. Par quel miracle de la démocratie abandonnait-elle en pleine lutte le premier point de la charte d'unité avec ces autres centrales, sans même consulter ses partenaires ?

Car c'est bien de cela qu'il s'est agi en définitive : la C. G. T. M. n'a pas seulement adopté la revendication défendue par les maoïstes. Elle l'a adoptée en trahissant sa propre revendication. Au mois de janvier, à quelques jours de la grève générale prévue pour le 12 février, on était en pleine agitation **pour le même SMIC à la Martinique qu'en France**, c'est-à-dire pour un salaire journalier de 43, 44 F, tout de même plus proche des 50, 00 F que réclamait le G. R. S. que des 35, 46 F réclamés par les groupes maoïstes.

Or, à aucun moment, au cours de la grève de la banane, la direction de la C. G. T. M. n'a défendu cette revendication de 43,44 F par jour. Même quand une réunion des ouvriers agricoles l'eut adoptée au Lorrain comme une position intermédiaire entre celle des groupes maoïstes et celle du G. R. S.

Le G. R. S., dans cette situation, n'a pas péché par démagogie, mais par faiblesse. Nos militants du Nord ont eu la faiblesse de capituler devant l'incompréhension d'un petit groupe de travailleurs subissant les pressions des groupes maoïstes qui tenaient alors le même langage que devaient tenir plus tard les responsables du P. C. et de la C. G. T.M.

Pour les maoïstes, les 50,00 F c'était trop. Les patrons n'auraient jamais accordé cela. Au lieu de défendre fermement au moins jusqu'à ce qu'ils fussent battus, s'ils avaient dû l'être, au cours d'une assemblée générale des travailleurs, la revendication juste des 50, 00 F minimum, les militants du Nord du G. R. S. ont accepté un compromis proposé par le responsable local de la C. G. T. M. qui servait de pilote aux maoïstes au Lorrain. Ils espéraient que la C. G. T. M. défendrait au moins sa propre revendication, celle du même SMIC à la Martinique qu'en France.

C'était mal connaître les bureaucrates ! Ils n'avaient pris aucune part jusqu'alors au mouvement. Le seul moyen de s'y faire une place était de se mettre derrière ceux qui paraissaient avoir la situation bien en main.

« Tout pour récupérer le mouvement ! » « Tout pour avoir l'air de le diriger ! » Tout, y compris l'abandon sans combat, la capitulation sans condition devant les exigences des masses ! *« Nous sommes leurs chefs, donc nous les suivons ».* *« Nous sommes des responsables, donc nous laissons les masses prendre leurs responsabilités ».*

Telle fut, en substance, la triste morale des dirigeants de la C. G. T. M. pendant cette grève. Cela devait permettre à Armand NICOLAS d'écrire quelques jours plus tard que la grève avait été dirigée de bout en bout par la C. G. T. M.

L'accord des 35, 46 F pour les ouvriers de la banane

Il est vrai que la C. G. T. M. avait obtenu à peu près dans le même temps un accord de salaire de **35,46 F pour les ouvriers de la canne**. Elle avait obtenu ce « succès », sans grève, ni menace de grève. Les patrons de la canne avaient compris, eux, que toute tergiversation de leur part risquait de provoquer un mouvement beaucoup plus ample que celui qui avait déjà commencé dans la banane et qui aurait sans nul doute abouti à une augmentation beaucoup plus substantielle que celle dérisoire de l'accord du 21 janvier.

La C. G. T. a bonne mine de prétendre qu'elle a obtenu sans grève ni violences inutiles, ce que l'irresponsabilité des « gauchistes » a empêché d'obtenir dans les mêmes conditions pour les ouvriers de la banane. Bel exemple d'ingratitude et d'incompréhension de la dynamique d'une lutte !

La vérité est que ni les patrons, ni le pouvoir ne pouvaient prendre le risque de faire les matamores et de bloquer les négociations dans la canne, parce que c'était pousser les travailleurs de la canne à rejoindre ceux de la banane dans un mouvement qui eût alors affecté l'ensemble de la campagne.

Le mouvement ainsi élargi aurait été d'autant plus dangereux qu'on se trouvait à quelques jours de la grève générale prévue pour le 12 février et en pleine période d'agitation contre la hausse des prix, avec des grèves dans le bâtiment, à la S. P. D. E. M., à la Cartonnerie, dans le commerce, à *France-Antilles*, dans les lycées, dans les C. E. S. et les C. E. T., avec des manifestations quasi quotidiennes, dans les rues de Fort-de-France, de lycéens et de collégiens auxquels se mêlaient de plus en plus les ouvriers depuis la mi-janvier.

Ce n'est pas la sagesse de la C. G. T. M., abandonnant sa revendication **« abolition du SMAG et même SMIC à la Martinique qu'en France »**, qui a permis le succès des travailleurs de la canne. C'est la peur des patrons et du pouvoir devant la montée des luttes qui s'annonçaient et spécialement devant la colère des ouvriers de la banane. De ce point de vue, il n'y a jamais de grèves inutiles.

Pourquoi la C. G. T. M. a-t-elle renoncé à présenter ses propres revendications dans le mouvement, même en arrivant tardivement dans la lutte ? A-t-elle cru, elle aussi, que les patrons ne pouvaient pas payer ? Qu'ils étaient au bord de la ruine ? Ou bien a-t-elle pensé que les

travailleurs n'étaient pas encore assez mobilisés pour imposer une revendication plus forte ?

Il fut un temps où les dirigeants du P. C. et de la C. G. T. expliquaient que le refus de considérer les revendications les plus fortes comme étant les revendications les plus justes était l'indice d'une complicité objective avec le patronat ou même d'une volonté consciente de ménager les patrons.

C'était, disaient-ils, une attitude « typiquement nationaliste ». Les plus chauds partisans de la lutte de classes à outrance, les Don Quichotte de la lutte contre le nationalisme, expliquaient de la façon la plus sommaire les positions des camarades sceptiques quant à la valeur de certaines revendications de la C. G. T. M. et attribuaient leur scepticisme à un nationalisme inavoué.

Pour un nationaliste, écrivait alors MAUVOIS,

« il n'est pas bon de faire peser sur le patronat local une trop forte pression sous peine d'aliéner la possibilité de s'entendre avec lui au sein du Front National (notamment dans la lutte pour les salaires) ».

Ou encore, toujours pour un nationaliste, et toujours selon MAUVOIS,

« il n'y a pas intérêt à ce que la classe ouvrière obtienne une somme trop élevée d'avantages, lesquels, le moment venu, retomberont soit à la charge de nos alliés bourgeois qui auront alors des besoins pour investir, soit au futur État autonome ».

À l'époque MAUVOIS combattait de faux nationalistes, au sein du P. C. Il doit y en avoir aujourd'hui de bien vrais à la direction de la C. G. T. M. comme du P. C., car ces directions ne paraissent pas bien désireuses de faire payer aux patrons tout ce qu'ils peuvent payer. Au contraire.

Les békés ont montré, non sans une certaine insolence, qu'une revendication de 35,46 F (et non de 35,76 F, comme l'écrit NICOLAS) n'était pas pour les ruiner. Avec une désinvolture et une générosité de grands seigneurs, **ils ont accordé 35,50 F au lieu des 35,46 F** qu'on leur demandait. Quand on sait avec quel acharnement les patrons luttent en général pour chaque centime, on mesure mieux à quel point l'exigence des groupes maoïstes cautionnée par la C. G. T. M. et par le P. C., était dérisoire.

Ajoutons qu'à l'époque de la signature de l'accord dans la banane, c'était un secret de polichinelle que le SMIC devait être incessamment augmenté. Dix jours après la signature de cet accord, intervenu au terme d'une grève très dure, le SMIC devait être porté à **36,79 F** à la Martinique et à plus de **46,00 F** en France.

Une incompréhension totale de la situation sur les habitations

Que signifie dans ces conditions la dénonciation par le P. C. et la C. G. T. M. de la revendication des 50, 00 F comme une revendication « *démagogique, fantaisiste et de nature à diviser les travailleurs* » ?

Elle signifie deux choses. En premier lieu, la C. G. T. M. comme le P. C. sous-estimaient, tout autant que les maoïstes pourtant présents sur le terrain, la combattivité et la détermination des travailleurs de la banane. Ils surestimaient en revanche les possibilités de résistance des patrons. En second lieu, depuis plusieurs années, ni le P. C. ni la C. G. T. ne croyaient plus à la possibilité d'une action d'envergure à la campagne, à cause des changements réels qui y étaient intervenus et qu'ils avaient d'ailleurs tendance à exagérer. Mais **surtout, ils ne croyaient pas aux possibilités d'un mouvement déclenché sans eux et en dehors d'eux.**

Mal informés du processus de radicalisation qui s'opérait dans ce milieu depuis plusieurs mois sous l'effet de la détérioration des conditions de travail et de vie sur les habitations, mais aussi en raison de l'action de militants qui n'étaient pas les leurs, le P.C. et la C. G. T. M. ne s'occupaient guère plus de ce qui se passait parmi les travailleurs de la campagne quand ils apprirent que « les gauchistes » s'y intéressaient.

Même alors, et malgré leur haine viscérale du « gauchisme », les dirigeants du P. C. et de la C. G. T. M. n'ont pas cru devoir accorder une attention particulière à cette intervention des prétendus gauchistes. Leur dogmatisme et leur suffisance les portaient à croire que ces militants étaient incapables d'une action prolongée dans ce milieu et qu'ils finiraient pas s'y casser les dents avant d'y avoir acquis une influence quelconque.

D'où leur affolement quand ils découvrirent subitement que tout un secteur, et surtout celui-là, s'ébranlait sans même les consulter, sans même que leurs propres militants ne pensent à les prévenir.

D'un extrême à l'autre

La veille, ils ne croyaient pas à une mobilisation massive des ouvriers agricoles. Le Secrétaire Général de la C. G. T. lui-même disait à qui voulait l'entendre qu'il n'y avait rien à faire avec les travailleurs de la banane, que la C. G. T. M. avait élaboré depuis plusieurs années (1956) un projet de convention collective dans la banane, mais qu'il n'y avait pas moyen de le faire adopter à cause de la négligence de ces travailleurs. Le lendemain, ou plutôt, quand ils apprirent que le mouvement prenait une ampleur considérable, ils ne jurèrent plus que par ces ouvriers agricoles.

Quant au P. C., à peu près absent, en tant que parti, de toutes les luttes qui se déroulaient depuis plusieurs mois dans tous les secteurs, y compris dans celui-là, il s'y jeta à corps perdu essayant de récupérer à tout prix le mouvement. Pour parer au plus pressé, ignorant même l'existence d'un courant maoïste, présent également sur les « habitations », il se mit en devoir de déblayer le terrain de ceux qu'il considérait comme les plus dangereux : les trotskistes du G. R. S.

Les circonstances lui étaient favorables. Au même moment, les maoïstes se livraient à la même besogne auprès des travailleurs qu'ils influençaient, en critiquant en particulier la revendication de 50, 00 F par jour, mais aussi en utilisant contre le G. R. S. les arguments les plus inattendus.

La revendication de 50 F était largement justifiée

Il est parfaitement compréhensible que des travailleurs touchant 29,55 F - et ils ne les touchaient pas tous - considèrent comme utopique une revendication de 50,00 F par jour représentant une augmentation de 60 % de leur salaire. Il est normal en tout cas qu'ils la tiennent « spontanément », sinon comme exagérée, du moins comme ne correspondant pas à leurs possibilités de lutte. Le principal argument des travailleurs était que les patrons qui payaient déjà difficilement 29,55 F n'accepteraient pas d'aller au-delà des 35,46 F. Pourquoi pas au-delà de 35 ou de 37, 00 F ? Mystère.

Les travailleurs ne font pas de calculs compliqués pour mesurer la hausse des prix ni leur pouvoir d'achat. Ils croient malheureusement très souvent sur parole ceux qui font ces calculs et le meilleur calcul est, a priori, celui qui leur paraît pouvoir donner le résultat le plus immédiat.

Il est cependant faux qu'ils soient incapables de comprendre, quand on le leur explique, pourquoi une augmentation de 60% dans les conditions de la Martinique de janvier 1974 était plus juste que celle qu'ils ont finalement retenue. Ils l'ont parfaitement compris chaque fois qu'on a pu le leur expliquer.

Ils le comprennent en tout cas parfaitement aujourd'hui, quand ils vérifient pratiquement ce que nous leur disions alors : que l'augmentation de 20% ne permettait pas de couvrir la hausse des prix intervenue depuis janvier 1973 à la Martinique.

Avec 35, 46 F ils pouvaient acheter moins de marchandises en janvier 1974 qu'avec 28, 55 F en janvier 1973. À la réunion du Lorrain dont nous avons déjà parlé, tous les travailleurs, y

compris ceux qui avaient été envoyés par les maoïstes l'avaient admis. Ils avaient décidé de reconsidérer leur position et de se battre désormais sinon pour les 50, 00 F du moins pour le même SMIC qu'en France c'est-à-dire pour 43, 44 F.

A cette date, il aurait suffi d'une prise de position ferme de la C. G. T. pour faire admettre au moins cette proposition pourtant en deçà de ce que **la C. G. T. elle-même considérait comme un minimum dès l'année précédente**. La C. G. T. ne l'a pas fait par pur suivisme, pour prendre le train en marche quitte à sauter dans le wagon de queue pour essayer de se retrouver en tête. Mais elle ne l'a pas fait pour une raison encore moins avouable. C'est que la C. G. T. M. établit ses revendications de la façon la plus « fantaisiste » pour parler comme Armand NICOLAS.

Le fonctionnement bureaucratique de la C. G. T. M. ne lui permet guère de procéder autrement que par empirisme, dans l'agriculture encore plus que dans les autres secteurs. Depuis plusieurs années, l'élaboration des revendications, qu'il s'agisse de salaires ou de conditions de travail, ne donne lieu à aucun débat véritablement démocratique ni au sein du PCM ni à la direction de la CGTM.

Les dirigeants de la C. G. T. M. sont censés avoir dans le crâne une machine à calculer qui leur permet de déterminer à coup sûr à la fois l'état d'esprit des travailleurs, le niveau d'augmentation des prix d'une année sur l'autre et le taux d'augmentation des salaires qui devrait garantir aux travailleurs le maintien de leur pouvoir d'achat.

Il y a quelques années, au Parti Communiste, vouloir établir un indice des prix pour déterminer une revendication de salaires était considéré par d'éminents dirigeants communistes, qui étaient et sont encore dirigeants de la C. G. T. M., comme un luxe, une distraction, un passe-temps d'intellectuels voulant « *en mettre plein la vue* » aux travailleurs ». C'était même une preuve que ces « *intellectuels ne foutaient pas grand-chose dans la « pratique* » et qu'ils avaient du temps à perdre.

Aussi bien arrivait-il fréquemment qu'on se mît d'accord sur une revendication qui, faute d'avoir été sérieusement étudiée, passait difficilement. Bien que les revendications ainsi établies n'eussent parfois rien de démagogique, plusieurs années après, notamment dans l'agriculture, au terme de nombreuses luttes ou de nombreuses commissions paritaires, ce que l'on avait considéré, au départ, comme une base de négociation minimum se trouvaient encore nettement au-dessus de ce que les travailleurs avaient pu arracher réellement. On commençait par « exiger » 100, 00 F minimum. Mais on se contentait finalement de 20 ou 30 francs.

Les choses n'ont probablement pas beaucoup changé à la C. G. T. M. ni au P. C. C'est ce qui explique sans doute que le P. C. comme la C. G. T. M. aient oublié en janvier 1974, que la revendication de 50, 00 F par jour n'était pas une revendication du G. R. S., mais une revendication des ouvriers agricoles C. G. T. M. depuis mai 1973 ! Les 50, 00 F étaient une revendication des militants de la C. G. T. M. depuis plus de 6 mois.

Cette revendication était présentée comme telle par l'organe central du P. C. M., *Justice*, dans lequel on peut lire à la date du 17 mai 1973, sous le titre : « À RIVIERE-PILOTE, LES REVENDICATIONS DES OUVRIERS AGRICOLES » :

« Dimanche 6 mai, s'est tenue à la cantine du bourg, une réunion de la section syndicale des ouvriers agricoles, canne et banane. Deux importantes questions en discussion : la situation des ouvriers sur les habitations et le compte-rendu du Congrès de la C. G. T. M. »

*Les camarades DECILAP, KICHENAMA et DUFEAL étaient présents pour la C. G. T. M. La discussion fut d'abord animée par plusieurs interventions d'ouvriers : ils ont dénoncé le manque de paiement des heures supplémentaires et **REVENDIQUENT LA JOURNÉE DE TRAVAIL A CINQUANTE FRANCS POUR FAIRE FACE A L'AUGMENTATION DU COUT DE LA VIE...** ».*

NICOLAS ne doit pas lire *Justice*. Les dirigeants de la C. G. T. M non plus. **Entre mai 1973 et janvier 1974, les bureaucrates ont tout simplement renié une revendication qu'ils avaient eux-mêmes approuvée huit mois auparavant.**

Sur quoi se fondaient-ils donc en mai 1973 pour accepter cette revendication de 50, 00 F par jour ? En fait, ils ne l'avaient jamais étudiée sérieusement. Le Secrétaire Général du P. C. a bonne mine de parler en janvier 1974, du caractère « fantaisiste » de la revendication du G. R. S. *Justice* soutenait donc en mai 1973 une revendication « fantaisiste » !

La revendication du G. R. S. : le SMIC + 40 %

« 40% de vie chère. Si i bon pou fonksyonè, i bon pou travayè. »

Il a encore meilleure mine de prétendre que le G. R. S. qui soutenait deux jours auparavant la revendication de 35, 46 F, proposait deux jours plus tard la revendication de 50, 00 F « *pour doubler la C. G. T. M.* » ou « *pour paraître plus révolutionnaire* » que la centrale ouvrière ! À défaut de lire la presse officielle de son propre parti, NICOLAS aurait dû lire la presse du G. R. S.

Il y aurait vu affirmer **dès le mois de juillet 1972 le principe du SMIC + 40%**, dans la banane comme dans tous les autres secteurs.

Il y aurait appris dès le mois de janvier 1973, la création à Marigot d'une section syndicale C. G. T. M. qui approuvait cette proposition. Il y aurait vu qu'une Assemblée Générale des ouvriers agricoles C. G. T. M. du Lorrain, de Marigot, de Basse-Pointe, de l'Ajoupa-Bouillon, de Sainte-Marie et du Macouba, avait admis cette proposition, en présence des dirigeants de la C. G. T. M. qui n'avaient nullement contesté le bien-fondé de cette revendication.

Mieux, s'il était présent au 1^{er} mai 1973 - et il y était sans nul doute - il n'a pas pu échapper que ses propres militants reprenaient le mot d'ordre lancé par les sonos du GRS : « **40 pou cent la vi chè, si y bon fonksionè i b on pou travayè !** » !

À la différence de la C. G. T. M. et des maoïstes qui, eux aussi, avaient estimé en avril 1973 que le salaire minimum ne pouvait pas être inférieur à 50, 00 F, le G. R. S. n'a pas cru qu'il s'était produit entre temps une baisse de prix justifiant l'abandon de cette revendication et l'adoption d'une proposition inférieure.

Au contraire, si la revendication de 50, 00 F était juste en avril 1973 – et elle l'était – elle se trouvait nettement en dessous du minimum exigible en janvier 1974 et constituait une concession importante des travailleurs, compte tenu des augmentations de prix survenues depuis mai 1973.

La démagogie n'était donc pas du côté du G. R. S., mais du côté de la C. G. T. M. Il n'y a là rien de surprenant. Cette démagogie est dans la logique opportuniste du réformisme. Les dirigeants de la C. G. T. M., et ceux du P. C. à leur suite, ont adopté la revendication de 35, 46 F non, comme le dit NICOLAS, parce que la C. G. T. M. venait d'obtenir la même chose dans la canne, mais parce que la tendance générale semblait favorable à cette revendication présentée par certains groupes maoïstes dès le début du mouvement.

Au surplus, la situation était totalement différente dans la banane et dans la canne. Dans la canne, il n'y avait pas eu de lutte. Dans la banane, la grève de janvier était l'une des plus dures auxquelles on eût jamais assisté depuis 13 ans à la campagne. Cette circonstance permettait aux ouvriers agricoles de la banane de négocier dans une situation de force. Elle a paru tout à fait secondaire à la C. G. T. M. qui se contenta de demander pour eux ce qu'elle avait obtenu sans lutte pour les ouvriers de la canne.

La logique du réformisme

L'idée que dans une période de crise comme celle que nous traversons, le meilleur résultat est celui que l'on obtient à partir d'un rapport de force créé sur le terrain, apparaît comme une idée provocatrice à une direction syndicale habituée depuis plusieurs années à négocier comme un rite l'ajustement des salaires au niveau des prix, le plus souvent sans même consulter les travailleurs.

Pourquoi se battre si on a la possibilité d'obtenir ce que l'on veut « *sans grève ni violences inutiles* » comme l'écrit le Secrétaire Général du Parti Communiste ?

Pour certains bureaucrates, vouloir se battre en vue d'arracher un salaire décent, c'est aimer la lutte pour la lutte, c'est un comportement d'aventuristes sinon d'aventurier, c'est ne pas comprendre « *qu'on ne joue pas avec la grève* », c'est ignorer les souffrances que doivent endurer les travailleurs en grève, bref, c'est se conduire en petit bourgeois qui en prend à son aise avec les luttes ouvrières. C'est du moins ce qu'enseignent ces bureaucrates à leurs militants dont plusieurs nous ont en effet reproché au début du mouvement de vouloir conduire les travailleurs à l'aventure.

De même pour ces individus, c'est une idée dangereusement irresponsable que de vouloir rompre l'isolement qui menace toute grève ponctuelle, notamment sur les habitations. Essayer de développer autour de cette grève la solidarité ouvrière, en cherchant à obtenir le soutien d'autres syndicats ou d'autres secteurs que ceux qui sont directement et dès le début engagés dans la lutte, en faisant appel à la solidarité populaire, en tâchant d'avoir l'appui des partis et organisations démocratiques, fait peur aux réformistes. Ils y voient une manœuvre tendant à noyauter le syndicat ou à se substituer aux travailleurs en lutte, alors même qu'il s'agit de renforcer leur action en en élargissant la base de masse.

L'idée qu'il est parfois possible de profiter de l'élan acquis au cours d'une lutte pour dépasser parfois les objectifs initialement fixés, relève, selon les réformistes, d'une volonté de déborder le syndicat, alors qu'il s'agit de tirer le maximum de la dynamique de la lutte. Bref, depuis quelque temps, les bureaucrates font un complexe obsidional. Ils ne se voient pas assiégés par les patrons et par le pouvoir, mais par ces maudits « gauchistes » dont les interventions « anarchiques » viennent troubler le bel ordonnancement du rituel des grèves.

L'aspect le plus navrant de ce comportement ce n'est cependant pas que, se sentant menacés par les « gauchistes », ils se défendent. Après tout, la lutte idéologique et pratique fait partie intégrante du combat pour l'émancipation de la classe ouvrière.

Que la C. G. T. M. et le P. C. M. considèrent l'augmentation égale pour tous comme une intolérable atteinte aux intérêts des ouvriers les plus qualifiés et, par la même occasion, au sacrosaint principe de la hiérarchie, l'échelle mobile des salaires comme une utopie, la diminution de la journée de travail sans diminution des salaires comme un rêve, le Comité de Grève comme un appel à la désobéissance aux syndicats, la souveraineté des Assemblées Générales des Grévistes comme de la démagogie gauchois-spontanéiste, c'est leur affaire et même leur droit.

Les trotskistes respectent trop la démocratie ouvrière pour trouver anormal qu'il y ait parmi les travailleurs des points de vue différents ou même opposés dans une organisation qui a pour vocation de représenter les travailleurs de toutes opinions.

Mais s'il est déjà passablement scandaleux que le P. C. considère la C. G. T. M. comme sa chose ou son fief, qu'il tienne quiconque n'est pas d'accord avec les dirigeants communistes (P. C. M.) de ce syndicat comme un « entriste », c'est-à-dire finalement comme un intrus, il est proprement (si l'on ose dire) ignoble qu'il reprenne les pires arguments de la réaction contre les militants révolutionnaires. Or, c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui.

Edouard de Lépine